



PREFET DES DEUX-SEVRES

Préfecture
Service de la Coordination et du Soutien Interministériels
Pôle de l'environnement
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Arrêté préfectoral n° E109 du 13 novembre 2018
relatif à l'extension d'un bâtiment et à un aménagement et un
renforcement des prescriptions générales applicables au site
exploité par la société REVEAU MENUISERIE,
situé sur la commune de COMBRAND

Le Préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- Vu** le décret n° 2017-1595 du 21 novembre 2017 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 (application de peinture, vernis, colles...) de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique 4718 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2410 (installations où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues) de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 4486 du 13 mars 2006 relatif à l'exploitation d'un atelier de menuiserie par la société REVEAU Menuiserie, sur la commune de Combrand ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 août 2018 portant délégation de signature à M. Didier DORÉ, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;
- Vu** le courrier préfectoral n°E49 du 24 janvier 2017 prenant acte de la déclaration de bénéfice des droits acquis, au titre de rubriques de la nomenclature faisant passer le site sous le régime de l'enregistrement ;
- Vu** le dossier présenté les 10 et 18 septembre 2018 par la société REVEAU Menuiserie relatif à un projet d'extension d'un bâtiment (bât B) et à une demande d'aménagement des prescriptions générales prévues par les arrêtés ministériels susvisés ;
- Vu** l'avis favorable du service départemental d'incendie et de secours en date du 17 juillet 2018 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 septembre 2018 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) réuni le 16 octobre 2018 ;

Le pétitionnaire consulté ;

CONSIDERANT que l'extension projetée du bâtiment B se situe en limite de propriété et que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 et l'article 2.1 de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisés, précisent que l'installation doit être implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de propriété ;

CONSIDERANT que dans le cadre de son porter à connaissance, l'exploitant s'engage à mettre en place les dispositifs suivants : mise en place de parois coupe-feu 2 heures sur les façades nord, est et sud du bâtiment B permettant de contenir les effets thermiques supérieures à 5 kW/m² dans les limites de propriété et mise en place d'un système de détection incendie ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRETE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT

Les installations de la société REVEAU MENUISERIE dont le siège social est situé à COMBRAND (79) faisant l'objet de la demande susvisée, sont enregistrées à exploiter un atelier de menuiserie en bois.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de COMBAND - zone artisanale de la Vallée (la liste des parcelles est précisée à l'article 1.2.2.).

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Régime
2410-1	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieur à 250 kW	500 kW	E

2940-2b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit... 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 10 kg/j, mais inférieure à ou égale à 100 kg/j	61 kg/j	DC
4718-2b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres installations supérieures ou égales à 6 t mais inférieure à 50 t	6,4 tonnes	DC
4802-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif au gaz à effets de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	18,28 kg	DC

Régime : E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique), D (déclaration)

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
Combrand	Parcelles n° 214 et 219 – section AK	Z.A. La Vallée

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables au besoin aménagées, complétées ou renforcées par le présent arrêté.

CHAPITRE 1.4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.4.1. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n° 4486 du 13 mars 2006 autorisant la société REVEAU MENUISERIE à exploiter un atelier de menuiserie sont applicables à l'installation et modifiées selon les prescriptions suivantes.

Le courrier préfectoral n°E49 du 24 janvier 2017 prenant acte de la déclaration de bénéfice des droits acquis, au titre de rubriques de la nomenclature faisant passer le site sous le régime de l'enregistrement est abrogé.

ARTICLE 1.4.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2410 (installations où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues) de la nomenclature des installations classées, s'appliquent au nouveau bâtiment B.

S'appliquent également à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous relatifs aux installations soumises au régime de la déclaration avec contrôle périodique :

- Arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 ;
- Arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 4718 ;
- Arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 4802.

ARTICLE 1.4.3. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS

En référence à la demande de l'exploitant (article R.512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions des articles :

- 5 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 2 septembre 2014.
- 2.1 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 23 août 2005.

sont aménagées suivant les dispositions du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

ARTICLE 1.4.4. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1. AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 2.1.1. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 5 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 2 SEPTEMBRE 2014 ET DE L'ARTICLE 2.1 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 23 AOÛT 2005 SUSVISÉS : IMPLANTATION

En lieu et place des dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 et de l'article 2.1 de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisés, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

L'installation est implantée en limite de propriété sous réserve que les effets thermiques supérieures à 5 kW/m² ne sortent pas des limites de propriété.

ARTICLE 2.1.2. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 7.3.1 DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 4486 DU 13 MARS 2006 SUSVISÉ : ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

En lieu et place des dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 4486 du 13 mars 2006 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées afin que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de la périphérie.

CHAPITRE 2.2. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées et renforcées par celles des articles 2.2.1 à 2.2.2 ci-après.

ARTICLE 2.2.1. RESSOURCES EN EAU

L'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral n° 4486 du 13 mars 2006 susvisé est complété par la prescription suivante :

L'exploitant met en place sur son site, un poteau incendie d'un débit de 120 m³/h placé au milieu du site en face de l'entrée et à une fois et demi la hauteur des bâtiments situés à proximité.

ARTICLE 2.2.2. PLAN DE DÉFENSE INCENDIE

Le chapitre 7.6 de l'arrêté préfectoral n° 4486 du 13 mars 2006 susvisé est complété par l'article 7.6.7 relatif au plan de défense incendie défini par la prescription ci-dessous :

« Article 7.6.7 – PLAN DE DÉFENSE INCENDIE

Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie propre à chaque bâtiment.

Le plan de défense incendie comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;*
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;*
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;*
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;*
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie ;*
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;*
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage ;*
- la localisation des interrupteurs centraux, lorsqu'ils existent ;*
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques.*

Il est tenu à jour régulièrement et mis à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. »

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 3.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers (15 rue de Blossac – BP 541 – 86020 Poitiers Cedex) dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° Par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la présente décision lui a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa de l'article R514-3-1 peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de 4 mois pour les tiers et 2 mois pour le demandeur.

ARTICLE 3.3 – PUBLICITE

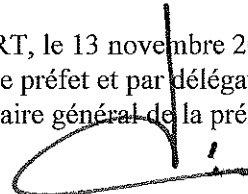
En vue de l'information des tiers :

- 1°) une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Combrand et peut y être consultée ;
- 2°) un extrait dudit arrêté est affiché en mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture ;
- 3°) l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres, pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 3.4. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Bressuire, le maire de Combrand et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société REVEAU MENUISERIE.

NIORT, le 13 novembre 2018
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Didier DORÉ